

Déclaration liminaire de l'UNSA Éducation

CSASD de rentrée – Département de l'Hérault

4 septembre 2026



Monsieur le Directeur académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CSASD,

En cette rentrée scolaire, l'UNSA Éducation souhaite avant tout avoir une pensée pour l'ensemble des personnels qui, une nouvelle fois, ont permis que cette rentrée puisse se tenir dans de bonnes conditions.

Car derrière les chiffres, les circulaires, les tableaux de moyens et les réformes, il y a des femmes et des hommes qui font fonctionner quotidiennement le service public d'Éducation dans l'Hérault.

Et c'est précisément à partir de leur réalité que nous souhaitons commencer cette déclaration.

« Écouter, comprendre, agir »

Le Baromètre des métiers de l'UNSA Éducation est devenu au fil des années un véritable outil de mesure de l'état de notre institution.

Les premiers résultats de l'édition 2026 sont particulièrement éclairants : près des deux tiers des plus de 43 000 répondantes et répondants considèrent que les réformes menées depuis dix ans ne correspondent pas aux besoins du terrain. Les trois quarts se disent par ailleurs inquiets face aux évolutions possibles des politiques éducatives en 2027.

Et lorsque nous demandons aux personnels ce qui doit devenir prioritaire, les réponses sont très concrètes : **pouvoir d'achat, conditions de travail, santé au travail.**

Ce ne sont pas des revendications corporatistes. C'est un signal d'alerte adressé à l'institution.

Car on ne peut pas demander toujours davantage aux personnels, multiplier les missions, les dispositifs, les injonctions et les transformations, tout en leur donnant de moins en moins de temps, de moyens et de marges de manœuvre.

Le problème n'est donc pas l'engagement des personnels.

Le problème, c'est ce que l'institution fait de cet engagement.

Dans l'Hérault, comme sur le plan national, la baisse démographique ne peut pas tout justifier

Nous avons entendu et nous entendons encore l'argument de la baisse démographique.

Elle existe. Nous ne la contestons pas.

Mais nous refusons qu'elle devienne une variable permettant mécaniquement de réduire les moyens sans regarder les réalités territoriales, sociales et pédagogiques.

Nous avons déjà dit notre opposition à cette logique lorsque les arbitrages ont été présentés. Car un élève de moins dans une école ne signifie pas nécessairement un besoin de service public en moins.

Dans un département comme l'Hérault, marqué par de fortes disparités entre territoires, par une croissance démographique dans certains secteurs et par des difficultés sociales particulièrement importantes dans d'autres, **la moyenne départementale ne peut pas être le seul outil de pilotage.**

L'UNSA Éducation demande donc que soient réellement pris en compte les effectifs par niveau, les conditions sociales, l'éducation prioritaire, l'inclusion, les besoins des élèves et les conditions de travail des équipes.

Nous voulons également revenir sur la question du remplacement.

La mise en place de la départementalisation du remplacement constitue une transformation importante pour les personnels du premier degré. Elle intervient alors même que les besoins de remplacement restent particulièrement importants.

Nous avons alerté sur les conséquences possibles de la disparition de certaines spécificités des postes de remplacement et notamment sur la situation des ZIL, des brigades REP+, des brigades formation continue et des brigades dédiées aux décharges de direction.

Nous demandons [aujourd'hui](#) des garanties.

Garanties pour les personnels.

Garanties pour les écoles.

Garanties surtout pour les élèves.

Un système de remplacement efficace ne peut pas reposer sur la bonne volonté permanente des collègues ni sur une gestion à flux tendu. Nous avons déjà été contactés par certaines circonscriptions du département, qui s'inquiètent déjà du pôle de remplaçants disponibles pour le mois de Septembre.

Un remplacement non assuré, ce n'est pas simplement une absence administrative dans un tableau : c'est une classe qui fonctionne dans des conditions dégradées, une équipe qui doit absorber la difficulté et un service public qui perd en qualité.

Sur le sujet de l'école inclusive.

L'UNSA Éducation est favorable au principe d'une école capable d'accueillir tous les élèves. Mais nous refusons que l'inclusion repose principalement sur l'engagement individuel des personnels. La mise en place des PAS cette année constitue une évolution importante. Nous serons attentifs à leur fonctionnement réel. Car l'inclusion ne se décrète pas.

Elle nécessite des personnels formés, des AESH en nombre suffisant, des enseignants spécialisés, des personnels médico-sociaux présents, du temps de concertation et des moyens à la hauteur des besoins.

Nous serons donc particulièrement vigilants à ce que les PAS ne deviennent pas une nouvelle couche administrative venant compenser le manque de moyens humains.

Enfin, cette rentrée intervient dans un contexte politique particulier.

Les débats sur l'École vont prendre une place croissante dans les mois qui viennent.

L'UNSA Éducation refuse que l'avenir de l'Éducation nationale soit construit uniquement à coups de slogans, de promesses ou de nostalgie.

Les personnels ont suffisamment entendu de promesses.

Ils attendent maintenant des actes.

Ils attendent de la reconnaissance.

Ils attendent une rémunération à la hauteur de leur engagement.

Ils attendent des conditions de travail qui leur permettent de faire correctement leur métier.

Ils attendent surtout qu'on leur fasse confiance.

Et cette confiance doit également se traduire dans le dialogue social et dans la GRH départementale.

Pour l'UNSA Éducation, ce CSASD comme ceux qui le suivront cette année se devront d'être le lieu d'échanges constructifs. Nous souhaitons qu'il soit un lieu où les réalités du terrain sont réellement entendues.

Concernant la rentrée dans le 1^{er} degré, nous voudrions également aborder 2 sujets : l'application ONDE et la situation avec la municipalité de Béziers.

Depuis les vacances de printemps, les directrices et directeurs d'école doivent fonctionner en « mode dégradé ». En effet la mise à jour d'ONDE cause, au niveau national, de nombreux problèmes et autres bugs. Ce dysfonctionnement ne leur a pas permis de finir l'année scolaire 2025-2026 dans les meilleures conditions. Quatre mois plus tard, le SE-Unsa constate que rien n'a changé. Nous avons été contactés tout au long de la semaine par des directrices et directeurs qui souhaitaient profiter de ces quelques jours avant la reprise pour se mettre à jour et préparer sereinement la rentrée (radiations, admissions, établir les listes d'élèves...). Or la plupart d'entre eux n'ont aucun accès à ONDE et pour ceux qui parviennent à y accéder, il y a des dysfonctionnements permanents. Le travail des équipes a donc été très compliqué pour permettre une rentrée sereine.

Comme indiqué dans le courrier que nous vous avons adressé le 28 août, le SE-Unsa vous demande, Monsieur le Directeur académique, qu'une information claire et transparente soit transmise à l'ensemble des directions d'école et qu'une aide humaine, quelle qu'en soit la forme, soit mise à leur disposition au plus tôt pour leur permettre d'organiser la rentrée et de rattraper le temps perdu. Nous pensons particulièrement aux directrices et directeurs de petites structures qui sont le plus souvent face à leurs élèves et pour lesquels un jour sans ONDE signifie un jour de travail supplémentaire sur leur temps de repos.

Pour terminer cette déclaration nous voudrions rappeler que les choix politiques du Maire de Béziers concernant le « kit scolaire » ne doivent pas être imposés à l'équipe et sur temps scolaire. Largement médiatisée, la généralisation de l'uniformisation sur Béziers est le fruit d'une procédure honteuse excluant les conseils d'école du pouvoir de décision légitime sur cette question.

Je vous remercie pour votre écoute